



Dist.

LIMITED

E/CN.14/HUS/30

2 Octobre 1978

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

NATIONS UNIES

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Réunion du Comité régional intergouvernemental
des établissements humains

Addis-Abéba (Ethiopie) 2-6 octobre 1978

ETABLISSEMENTS HUMAINS : PROJET DE PLAN A MOYEN TERME

1980 - 1983

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
GENERALITES -----	1 - 13	1 - 4
Introduction -----	1 - 3	1
Structure et unification du programme -----	4 - 11	2 - 4
Ordre de priorité et portée des programmes -----	12 - 13	4
PROJET DE PLAN A MOYEN TERME POUR LES ETABLISSEMENTS HUMAINS, 1980-1983 -----	14 - 67	5 - 17
PROGRAMME DE TRAVAIL ET ORDRE DE PRIORITE POUR 1980 - 1981, AVEC PROJECTIONS -	68	17 - 22
POUR 1982-1983 -----		

ANNEXE I: PROGRAMME DE TRAVAIL ET ORDRE DE
PRIORITE POUR 1978 ET 1979

ETABLISSEMENTS HUMAINS : PROJET DE PLAN A MOYEN TERME, 1980-1983

GENERALITES

Introduction

1. L'actuel programme de travail et priorités pour 1978 et 1979, qui figure en annexe au présent document, a été approuvé par la Conférence des ministres lors de sa réunion tenue à Kinshasa en février/mars 1977. C'est pourquoi, et aussi parce que les derniers mois de 1978 et sans doute une période importante de l'année 1979 seront consacrés à la question de la mobilisation des ressources ainsi qu'à la mise au point définitive d'un plan à moyen terme pour 1980-1983, on suggère qu'à sa séance inaugurale le Comité approuve le programme de travail actuel sous sa forme actuelle, et examine et adopte la proposition de plan à moyen terme pour 1980-1983 qui est présentée ici. Un programme provisoire de travail et priorités pour la période biennale 1980-1981 et 1982-1983, établi selon la présentation normale de la CEA, est également fourni, afin de permettre une comparaison avec le programme de travail et ordre de priorité pour 1978-1979 qui figure en annexe.

2. La résolution 32/162 de l'Assemblée générale stipule que chaque comité régional serait responsable de la formulation et de la mise en oeuvre des politiques et programmes régionaux et sous-régionaux. Elle dispose en outre que la formulation des priorités du programme régional dans les six grands secteurs d'action nationale sera entreprise par le Comité régional, sur la base des besoins et problèmes de la région et de chacun des pays de la région.

3. Par conséquent, il est clair que le Comité régional intergouvernemental des établissements humains a un rôle majeur à jouer, non seulement en ce qui concerne la structure, le contenu et les priorités du programme de travail, mais aussi dans l'évaluation de ce programme et dans la révision et l'approbation des plans à moyen terme successifs qui seront proposés par sa section au sein du secrétariat. C'est seulement après approbation du Comité qu'un programme de travail et ordre de priorité dans le domaine des établissements humains pourra être soumis à la Conférence des ministres de la CEA et adopté par elle, pour présentation au Conseil économique et social des Nations Unies ainsi qu'à la Commission des établissements humains.

Structure et unification du programme

4. La Commission des Nations Unies des établissements humains avait recommandé, à sa première session d'organisation, tenue du 3 au 7 avril 1978, l'adoption aux niveaux mondial et régional d'une structure unifiée du programme susceptible de faciliter la planification, le développement, la promotion, le contrôle et l'évaluation rationnels des programmes relatifs aux établissements humains. En conséquence, elle a proposé l'adoption des recommandations d'action nationale formulées par Habitat : Conférence des Nations Unies sur les établissements humains, et approuvées par l'Assemblée générale dans sa résolution 32/162.

5. Par cette résolution, l'Assemblée a cédé que les activités et programmes en matière d'établissements humains porteraient en particulier sur les secteurs suivants : a) politiques et stratégies des établissements humains; b) planification des établissements humains; c) institutions et gestion; d) bâtiments, infrastructures et services; e) terre; et f) participation populaire.

6. D'autre part, la réglementation régissant la coordination du programme et les questions administratives et budgétaires de l'Organisation des Nations Unies stipule que cinq fonctionnaires professionnels sont requis pour mener à bien les activités afférentes à chaque sous-programme. Comme il est évident que la CEA ne saurait envisager de considérer chaque secteur d'activité comme un sous-programme distinct, il est nécessaire de procéder à un regroupement judicieux de ces secteurs afin d'arriver à un nombre plus réaliste et plus commode de sous-programmes. Il a déjà été suggéré de traiter les six secteurs en question dans le cadre de trois sous-programmes, à savoir, aménagement du territoire, logement et matériaux de construction^{1/}. Mais après mûre réflexion, et pour ne pas s'écarter de la terminologie adoptée par la Conférence de l'Habitat et ratifiée par la Commission des établissements humains à sa première session, on suggère actuellement de considérer le programme de travail dans le cadre des sous-programmes suivants :

Sous-programme 1 : Politiques, stratégies et planification des établissements humains;

Sous-programme 2 : Bâtiments, infrastructures et services;

Sous-programme 3 : Institutions et gestion.

^{1/} Voir E/CN.14/HUS/27, page 6, paragraphes 22 a), b) et c).

7. Les deux autres secteurs d'activité, à savoir la terre et la participation populaire, quoique d'importance cruciale dans le contexte africain, sont néanmoins des éléments constitutifs des autres secteurs. Toutefois, "la terre" sera traitée essentiellement sous le sous-programme 1 et la "participation populaire" sous le sous-programme 2.

8. Le programme actuel de développement des industries des matériaux de construction et du bâtiment, qui est très important et de haute priorité, sera un important élément constitutif du sous-programme 2 (bâtiments, infrastructures et services). Le sous-programme 3, traitera de l'appareil institutionnel et de gestion qui devra être créé ou renforcé pour formuler, planifier et réaliser les projets, et assurer la formation du personnel à tous les niveaux ainsi que le rassemblement, la collation et la diffusion de renseignements.

9. Dans le cadre des politiques et stratégies des établissements humains, on traitera de l'aménagement du territoire à l'échelon régional et national (y compris la planification de l'utilisation des terres), de l'aménagement des zones rurales et de l'aménagement des zones touristiques, tandis que dans le cadre de la planification des établissements humains on considérera les problèmes de l'urbanisme (y compris les politiques en matière de terrains à bâtir, le développement et la planification urbains, les réseaux de transport urbains et la planification des mesures à prendre en prévision et en cas de catastrophes).

10. Sous la rubrique "bâtiments, infrastructures et services", on traitera des politiques et des programmes du logement; de la planification des infrastructures, et des sites et services; du financement du logement et de l'amélioration de la situation dans les taudis et les colonies de squatters; des logements peu coûteux et des logements ruraux; des techniques et conceptions de la construction; de la participation populaire à la conception, la construction, l'amélioration et la gestion de logements peu coûteux au moyen de méthodes autonomes telles que la coopération et l'auto-assistance. Ce sous-programme mettra l'accent sur le rôle de l'indigénisation de la construction et des industries des matériaux de construction et du bâtiment, ainsi que des recherches y afférentes, dans la réduction des coûts de la construction, la création d'emplois et l'aménagement des conditions de vie.

11. Sous la rubrique institutions et gestion, le sous-programme traitera de la création de nouvelles institutions et mécanismes pour la promotion du développement des établissements humains, ou du renforcement des institutions et mécanismes existants. Parmi ceux-ci on peut citer les organismes politiques, administratifs, techniques, législatifs ainsi que de formation et d'information, permettant d'assurer la qualification des cadres nationaux pour formuler des politiques et stratégies, pour

planifier, programmer, exécuter, gérer, évaluer et surveiller les projets, et rechercher de façon constante des idées et des techniques novatrices assurant une construction maximale d'établissements humains, la réduction des coûts et l'amélioration de la qualité de la vie pour l'ensemble de la population, et notamment des catégories les plus pauvres.

Ordre de priorité et portée des programmes

12. Par sa résolution 32/162, l'Assemblée générale recommandait également que les fonctions suivantes soient envisagées par priorité, en liaison avec les secteurs susmentionnés :

a) Détermination des problèmes et indication des solutions possibles; b) formulation et application des politiques; c) éducation et formation; d) détermination, mise au point et emploi de techniques appropriées; limitation de l'emploi des techniques dangereuses; e) échange d'informations, y compris l'information audio-visuelle; f) mécanismes d'exécution; g) aide à la mobilisation des ressources au niveau national et au niveau international; et h) promotion de l'établissement d'un centre international de renseignements sur les matériaux, les installations et le matériel de construction.

13. Il est suggéré qu'une façon rationnelle de considérer les fonctions a) à g) consisterait à les envisager dans leurs diverses combinaisons, incidences et déroulements temporels, comme des étapes dans le processus d'élaboration de projets ou éléments de programme qu'il conviendra de planifier dans le cadre des trois sous-programmes explicités ci-dessous. La stratégie ou méthodologie du traitement des six secteurs comprendrait une partie ou l'ensemble de ces étapes, afin que la détermination des problèmes et l'indication des solutions possibles précèdent la formulation et l'application des politiques et stratégies et soient suivies, le cas échéant, par des activités concertées et simultanées d'éducation et de formation, par l'échange d'informations, y compris l'information audio-visuelle, par la mise en place ou le renforcement de mécanismes d'exécution, par l'identification, le développement et l'emploi de techniques appropriées, etc. et, enfin, par une aide à la mobilisation des ressources au niveau national et au niveau international, tous éléments qui devraient aboutir ensemble à la mise en oeuvre efficace du projet ou de l'élément du sous-programme. La création d'un centre international de renseignements sur les matériaux, les installations et le matériel de construction devrait contribuer à réduire les coûts de la construction et des matériaux et éviter l'emploi de techniques dangereuses.

PROJET DE PLAN A MOYEN TERME POUR LES ETABLISSEMENTS

HUMAINS, 1980-1983

14. On trouvera ci-dessous une esquisse de plan à moyen terme pour 1980-1983, présentée au Comité pour examen et approbation.

Grand programme : X. Etablissements humains

Institution organisationnelle : Commission économique pour l'Afrique
(Comité intergouvernemental des établissements humains)

Sous-programme : Politiques, stratégies et planification des établissements humains

a) Objectif

15. En ce qui concerne les politiques et stratégies des établissements humains, ce sous-programme a pour objet d'aider les Etats membres à déterminer les problèmes et à trouver des solutions possibles, ainsi qu'à formuler et à appliquer des politiques et stratégies efficaces et autonomes dans le domaine des établissements humains, permettant aux gouvernements d'adopter un plan national d'aménagement du territoire comme cadre pour la planification générale et intégrée du développement socio-économique, compte tenu de facteurs tels que les moyens d'exécution, les objectifs, les besoins et les priorités de chaque pays, notamment en regard aux conditions démographiques et environnementales, au développement économique et à l'expansion et l'emplacement des établissements humains.

16. Dans le domaine de la planification des établissements humains, l'objectif est d'aider les gouvernements à assurer la planification intégrée des établissements humains, urbains et ruraux, aux niveaux national, régional et local, en vue de faciliter l'orientation de la répartition des forces productives de la population et des investissements, tout en protégeant l'environnement et les valeurs culturelles.

17. Etant donné que l'aménagement du territoire implique des questions foncières, le sous-programme aurait également pour objet d'aider les gouvernements à formuler et à mettre en oeuvre des politiques et des mesures législatives facilitant la propriété, la construction et l'utilisation des terres d'une façon compatible avec les besoins et les intérêts de la société dans son ensemble, tout en préservant, conservant et améliorant l'environnement.

b) Le problème considéré

18. Les principaux obstacles et contraintes qui empêchent de résoudre efficacement les problèmes des établissements humains dans la région sont entre autres les politiques et stratégies inadéquates et inefficaces en matière d'établissements humains, l'absence d'intégration ou la coordination insuffisante de ces politiques avec les politiques adoptées dans d'autres domaines du développement, et en particulier le manque de compréhension, de la part des responsables des politiques de la signification de la planification spatiale (physique) en tant que dimension intrinsèque de la planification et du développement socio-économiques et environnementaux sur le plan national, compte tenu en particulier de la croissance démographique rapide, des migrations, de l'urbanisation "sauvage", de l'insuffisance des conditions de vie et de la qualité de la vie, ainsi que de l'environnement, et de la disparité entre les zones urbaines et rurales qui affecte négativement les conditions de vie de la majorité la moins privilégiée.

19. La planification des établissements humains dans les zones urbaines doit résoudre les problèmes de plus en plus urgents des taudis et des colonies de squatters, du chômage, de l'absence ou de l'insuffisance des infrastructures, des services sociaux et autres. Il faut trouver de nouvelles structures de planification urbaine répondant aux conditions culturelles et socio-économiques des populations migrantes et, dans les zones rurales, replanifier et améliorer les établissements humains existants et en planifier de nouveaux, surtout à la périphérie des villes, et les doter de services de type urbain afin de réduire les migrations. Il convient d'accorder une attention toute spéciale aux problèmes des communautés affectées ou déplacées par des catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme ou par des fluctuations climatiques extrêmes, telles que les inondations, les guerres et les sécheresses.

20. La demande accrue de terre résultant de l'urbanisation rapide a aggravé la spéculation et provoqué une hausse des prix qui met l'accès à la propriété foncière hors de la portée de la majorité de la population. Le coût des terrains urbains est souvent plus élevé que le coût de la construction. La spéculation foncière est encouragée par le rôle limité joué par les gouvernements et par la dépendance presque totale à l'égard du marché privé, ce qui a non seulement un effet sérieux sur la fourniture de logements et de services connexes aux catégories à faibles revenus, mais tend aussi à entraver la planification et la mise en oeuvre efficace de politiques et de programmes en matière d'établissements humains, en empêchant la mise en place de projets nouveaux dans des localités adéquates et en accaparant les fonds d'investissement requis pour les bâtiments et les infrastructures. La spéculation foncière a contribué à maintenir et à aggraver l'inégalité de la répartition des richesses,

ce qui tend à exacerber les tensions sociales et politiques. L'absence de législation régissant l'utilisation et la mise en valeur rationnelles du sol, associée à l'expansion rapide des établissements humains, aboutit inévitablement à l'empiétement sur les terres agricoles productives situées à proximité des centres urbains. La terre est donc une ressource rare qui doit devenir propriété publique ou doit être placée sous contrôle public pour que la mise en œuvre efficace des plans de nouveaux établissements humains et la rénovation des établissements existants soit possible dans un pays quelconque.

21. Une condition préalable à l'exercice de la propriété ou au contrôle des terres est l'existence de renseignements cadastraux, qui font défaut dans de nombreux pays. On manque aussi d'informations sur la valeur des terres, leur potentiel et les institutions disposant de l'autorité et des ressources voulues pour rassembler et utiliser ces renseignements. La solution de ces problèmes assurerait la perception effective des impôts sur la propriété et des impôts sur les gains en capital, dans l'intérêt de la communauté, ainsi que la planification de l'utilisation des sols pour les installations existantes ou nouvelles.

e) Autorité

22. (i) Résolutions 53(IV)*, 316(XIII) de la Commission; résolution 32/162 de l'Assemblée générale; décisions du Conseil d'administration du PNUE sur les établissements humains et l'environnement; recommandations A1 à A7 de Habitat sur les politiques et stratégies des établissements humains et recommandations D1 à D7 sur la terre.

d) Stratégie et résultats

(i) Situation à la fin de 1979

23. Le Comité régional intergouvernemental des établissements humains aura tenu sa première réunion pendant le dernier semestre de 1978 et ses recommandations auront été communiquées aux gouvernements africains. La plupart des pays auront pris des mesures en vue d'identifier les problèmes et de trouver des solutions possibles en vue de formuler des politiques et stratégies efficaces, réalistes et autonomes en matière d'établissements humains sur le plan national, et auront entrepris la réalisation de programmes de planification et de développement d'établissements humains, sur une base d'autonomie, mais aussi avec l'aide des conseils, de l'assistance technique et de la formation fournis par la communauté internationale aux responsables des politiques, aux administrateurs, aux gestionnaires et aux techniciens de tous niveaux, au titre d'arrangements bilatéraux et multilatéraux de coopération technique. Plusieurs pays auront amorcé des politiques hardies et significatives dans le domaine des établissements humains, et notamment des politiques d'utilisation des terres et de contrôle concrètement adaptées aux conditions locales.

* Mandat remontant à plus de cinq ans.

24. Au niveau régional, le Comité régional intergouvernemental des établissements humains aura également précisé des politiques et stratégies régionales et des secteurs prioritaires du programme dans les six secteurs d'activité recommandés par Habitat (à savoir : politiques et stratégies des établissements humains; planification des établissements humains; institutions et gestion; bâtiments, infrastructures et services; terre; et participation populaire) et l'on compte que le recrutement ou l'affectation de personnel au sein du secrétariat et des cinq centres sous-régionaux aura progressé et que les travaux préliminaires auront commencé dans le cadre des programmes sous-régionaux et régional.

ii) Période biennale 1980-1981

25. Sans préjuger des autres recommandations et décisions que le Comité régional intergouvernemental aura pu adopter lors de sa réunion de 1978, on s'attend généralement à ce que les activités d'identification des problèmes et des solutions possibles soient maintenues et renforcées, à mesure qu'un nombre croissant de gouvernements étudient leurs objectifs, politiques et stratégies en matière d'établissements humains et rassemblent des données et des informations leur permettant de formuler des politiques et des stratégies réalistes. Des avis auront été donnés par les comités locaux des établissements humains, ainsi que par les conseillers régionaux en poste dans chacune des cinq sous-régions de l'Afrique, et une assistance technique et financière aura été fournie, sur demande, par la communauté internationale, par l'entremise de l'Organisation des Nations Unies et d'autres institutions.

26. On compte que le régime foncier et les mesures de réglementation foncière auront reçu première priorité, suivis par l'aménagement du territoire sur le plan régional, prélude à l'adoption de plans nationaux d'aménagement du territoire. Ces activités auront été appuyées par des échanges de renseignements et par des recherches locales sur la méthodologie de l'élaboration de politiques et stratégies conformes au système économique et social adopté par chaque pays.

27. Un groupe d'experts sur l'aménagement du territoire se sera réuni pour étudier la situation dans la région, aura évalué les besoins en matière de formation et adopté un plan d'opération pour la mise en oeuvre de programmes appropriés de formation. Un manuel sur les normes modernes de planification des localités aura été publié.

28. Une assistance technique aura été fournie aux gouvernements qui la demandent et aura été conçue de façon à rendre les responsables des politiques et les techniciens plus conscients des divers problèmes qu'implique le processus de planification, et à démontrer les avantages d'une politique nationale des établissements humains et ses incidences

sur l'efficacité du processus de développement national; à explorer les diverses solutions possibles en vue de résoudre les différends; à traduire les politiques en programmes d'action concrets; à concilier les conséquences à long terme de la politique générale avec les avantages et les coûts à court terme et à créer et coordonner le cadre institutionnel et administratif requis pour la formulation et la réalisation des politiques.

iii) Péri. de biennale 1982-1983

29. Conformément aux principes directeurs et aux priorités établis par le Comité régional intergouvernemental des établissements humains et après l'organisation de journées d'études sur la conception et le rôle des politiques d'urbanisation et des programmes d'établissements humains, l'on compte que la plupart des gouvernements de la région auront adopté des stratégies et politiques nationales d'aménagement du territoire, en temps que part intégrante et cadre de leur planification socio-économique et environnementale, et auront créé des structures coordonnées - administratives, techniques, financières, juridiques et autres - permettant de formuler des politiques et de mettre en oeuvre des programmes locaux en matière d'établissements humains.

30. Des ateliers et séminaires de formation sur l'aménagement des zones urbaines et rurales, ainsi que sur les incidences des méthodes coopératives et d'auto-assistance et programmes d'aménagement de sites et services sur les programmes nationaux de logement et sur le financement du logement et de l'infrastructure rurale auront été organisées au niveaux national, sous-régional et régional, et l'on aura diffusé les données d'expérience recueillies grâce à ces séminaires et aux projets antérieurs.

iv) Activités prévues dans le cadre de la stratégie et considérées comme étant vraisemblablement d'utilité marginale, et législation régissant ces activités

31. Après avoir examiné et évalué la mise en oeuvre du programme de travail au cours des années précédentes, le Comité régional intergouvernemental des établissements humains aura à décider quelles sont les activités et les législations les régissant auxquelles il convient de mettre fin.

e) Effets escomptés

32. A l'issue des activités susmentionnées, l'on compte qu'à la fin de la période du Plan à moyen terme 1980 - 1983 on comprendra mieux le rôle, les fonctions et la nature des politiques concernant les établissements

humains. Divers gouvernements auront constitué des bases de données adéquates pour la planification, auront passé en revue leurs buts et objectifs et adopté des politiques, stratégies et plans mieux appropriés en matière d'établissements humains, qui leur permettront d'orienter leurs efforts de développement socio-économique, et de relier et d'harmoniser ces politiques avec celles qui auront été adoptées en matière d'industrialisation, d'agriculture, de bien-être social, de mise en valeur de la main-d'oeuvre et de préservation de l'environnement et de la culture, de façon à ce que chacune de ces activités vienne appuyer les autres pour assurer l'amélioration progressive du bien-être de l'ensemble de la population, et surtout des classes pauvres.

33. Pendant la même période, on devrait avoir enregistré des progrès dans l'institutionnalisation du processus de planification des établissements humains et dans la formation de cadres nationaux pour la préparation de la planification spatiale, tant urbaine que rurale.

Sous-programme 2 : Bâtiments, infrastructures et services

a) Objectif

34. L'objectif de ce programme est d'aider les gouvernements africains à établir des politiques, des programmes et des institutions et structures financières nationales, qui leur permettront d'accélérer la fourniture de bâtiments, d'infrastructures et de services suffisants, en mettant l'accent sur les besoins des groupes à faibles revenus des zones urbaines et rurales.

35. Le sous-programme vise aussi à aider les gouvernements à mettre au point des stratégies et procédures pour encourager la participation populaire à l'élaboration des politiques, à la planification des décisions et à la programmation dans le domaine des bâtiments, des infrastructures et des services, en mettant l'accent sur l'action communautaire, sur les coopératives, sur l'auto-assistance et sur d'autres formes de participation du public.

36. Il a également pour objet d'aider les gouvernements à planifier les industries des matériaux de construction et du bâtiment et à les intégrer avec les autres secteurs de l'économie, ainsi qu'à développer et à utiliser des techniques appropriées et les résultats de la recherche locale sur la production de matériaux et d'éléments de construction à partir de ressources locales, en vue d'arriver à l'autosuffisance dans le domaine du bâtiment et des matériaux de construction pour l'an 2000.

b) Le problème considéré

37. Les bâtiments, les infrastructures et les services (routes, adduction d'eau, égouts, électricité, santé, éducation et autres services communautaires) sont insuffisants pour toutes les catégories de la population en général et pour les groupes à faibles revenus des zones urbaines et rurales en particulier. Les taudis et les colonies de squatters surpeuplés et anti-hygiéniques sont le refuge de la population urbaine et périurbaine défavorisée, ce qui a pour effet de saper son énergie et de réduire la productivité nationale.

38. Les régions rurales, qui continueront à contenir la majorité de la population dans presque tous les pays africains en développement, souffrent de déficiences encore plus graves que les zones urbaines, ayant été négligées par l'Etat en ce qui concerne les investissements dans les services publics, et l'on constate en conséquence une migration accélérée vers les zones urbaines.

39. Il y a eu une tendance dans la région à imposer d'en haut à la population des décisions en matière de politiques et de planification des établissements urbains sans tenir compte des réalités culturelles, sociales et économiques, ce qui a eu pour conséquence que les logements publics ne sont pas à la portée de ceux à l'intention desquels ils ont été construits. Il faut assurer la participation de la population au processus décisionnel, ainsi qu'à la construction et à la gestion de leur communauté, en utilisant leur main-d'oeuvre, leurs compétences et leurs ressources, réduisant de la sorte les coûts de construction et créant des emplois.

40. Le coût élevé de la construction dans les zones urbaines est dû dans une large mesure à une forte dépendance à l'égard de matériaux de construction, de compétences, de techniques, et de modes de construction à forte intensité de capital importés par des entreprises de construction sous influence étrangère.

c) Autorité

41. Résolutions 209 (XI)* et 316 (XIII) de la Commission; résolution 32/162 de l'Assemblée générale; décisions du Conseil d'administration du PNUE sur la technologie des établissements humains; recommandations A4, A6, B3, B4, N7, B8, B11, C2 à C13, C16, D6, E2, E6, F6 et F7 de la Conférence sur l'Habitat, concernant les bâtiments, les infrastructures et les services; recommandations de la Conférence d'Habitat D1 à D7 sur la participation populaire; résolution 8(IV) de la Conférence des ministres africains de l'industrie de 1977.

d) Stratégie et résultats

1) La situation à la fin de 1979

42. Les stratégies et priorités pertinentes recommandées par le Comité régional intergouvernemental des établissements humains à sa première session de 1978 auront été suivies par plusieurs pays de la région dans leurs travaux préparatoires en vue de la formulation de leurs politiques et stratégies dans le cadre de ce sous-programme. On espère que certains pays auront commencé à procéder à des inventaires pour évaluer la situation existante dans tous les secteurs du logement, des infrastructures et des services, y compris les institutions et organismes financiers, les normes d'habitation et les lois d'édilité, etc..

43. Des cours de formation sous-régionaux sur les mesures favorables à la participation populaire, telles que la création et l'organisation de sociétés coopératives de logement, utilisant des méthodes d'auto-assistance, auront été organisés.

44. Les recommandations adoptées par le groupe d'experts africains lors de leur réunion de juillet 1978 à Addis-Abéba sur les politiques, priorités, objectifs et principes directeurs permettant d'atteindre l'autosuffisance en fait de matériaux de construction dans la région pour l'an 2000, auront été suivies par de nombreux gouvernements de la région, et les secteurs où l'on pourrait entre-

* Mandat remontant à plus de cinq ans.

prendre des projets nationaux, sous-régionaux et régionaux concernant la production et la recherche dans le domaine des matériaux de construction auront été identifiés. Un programme d'assistance consultative et technique aux gouvernements africains pour planifier le sous-secteur des matériaux de construction dans le cadre d'un programme de développement intégré aura été mis au point conformément aux recommandations et décisions du Comité régional intergouvernemental des établissements humains.

ii) La période biennale 1980-1981

45. Conformément aux stratégies, principes directeurs et priorités décidés par le Comité régional intergouvernemental des établissements humains pour les secteurs relevant de ce sous-programme, y compris le financement du logement et la participation populaire, on compte que des programmes de formation très complets, dont certains pourront être itinérants, ont été prévus sur la planification, la programmation, le financement, la réalisation et la gestion des bâtiments, infrastructures et services dans les zones urbaines et rurales, et que certains d'autres en auront effectivement eu lieu aux niveaux national, sous-régional et régional; les programmes de formation seront fondés, dans toute la mesure du possible, sur les programmes en cours ou sur les nouveaux projets pilotes à réaliser conjointement avec le programme de développement des industries des matériaux de construction et du bâtiment, ou avec des projets entrepris au titre d'autres sous-programmes.

46. Les programmes de formation viseront à accroître l'efficacité du potentiel financier et technique mobilisé et trouvé localement, ainsi que de la participation populaire, à tous les niveaux du processus de développement.

47. On se sera efforcé d'orienter les programmes de formation vers la solution des problèmes que posent les projets d'établissements humains dans les différents pays de la région, en essayant tout particulièrement de réduire les coûts de construction grâce à l'emploi de techniques appropriées et convenant à l'environnement, à la rationalisation des conceptions, et à la normalisation et la coordination de la production et de l'emploi des matériaux et éléments de construction.

48. Les enquêtes de faisabilité des projets régionaux et sous-régionaux identifiés dans le cadre du programme de développement des industries des matériaux de construction et du bâtiment auront été entreprises. Les services consultatifs et l'assistance technique fournis aux responsables des décisions, aux administrateurs et aux gestionnaires des pays demandeurs auront été maintenus et renforcés, et l'on aura commencé les préparatifs en vue de la publication d'un manuel sur les techniques appropriées et convenant à l'environnement que l'on peut utiliser pour la construction et l'entretien des logements. On aura poursuivi le programme technique mixte CEA/PNUE sur les établissements humains, et l'on aura réalisé des progrès dans la recherche appliquée en ce qui concerne l'utilisation de sources d'énergie non classiques pour le logement et les services communautaires.

iii) Période biennale 1982-1983

49. La plupart des gouvernements africains auront fait de notables progrès dans la réalisation de programmes de formation et de construction dans le secteur des bâtiments, les infrastructures et les services, notamment en faveur des

catégories les plus pauvres de la population urbaine et dans les zones rurales. On compte aussi que des gouvernements plus nombreux auront atteint un stade avancé de réalisation dans leurs programmes de développement des industries des matériaux de construction et du bâtiment, conformément aux principes directeurs formulés par la réunion des experts africains sur les matériaux de construction, tenue à Addis-Abéba en juillet 1978, et ratifiés par le Comité régional intergouvernemental des établissements humains à sa première session, tenue en octobre 1978.

50. Avec l'intensification de l'organisation de séminaires de formation, ainsi que des services consultatifs et de l'assistance technique fournis par la CEA, le Centre des Nations Unies pour les établissements humains et les autres organismes intéressés, l'on espère que des centres nationaux d'information sur le coût de la construction auront été fondés dans de nombreux pays en vue de rassembler, d'analyser et de suivre les coûts de la construction en particulier et de diffuser des renseignements relatifs aux établissements humains en général. En même temps, les enquêtes sur la faisabilité de la création d'un institut régional africain des matériaux de construction et de l'industrie du bâtiment auront été achevées.

iv) Activités prévues dans le cadre de la stratégie et considérées comme étant vraisemblablement d'utilité marginale, et législation régissant ces activités

51. Cette question dépendra des décisions que le Comité régional intergouvernemental des établissements humains prendra à sa réunion qui se tiendra vers 1980.

e) Effets escomptés

52. L'on compte que dans la mise en oeuvre des programmes dans le domaine des bâtiments, infrastructures et services, les gouvernements auront de plus en plus recours à des méthodes efficaces de mise en valeur et d'utilisation de leurs ressources naturelles, financières et humaines ce qui, dans les perspectives à moyen et à long terme, serait de nature à assurer l'amélioration des conditions de vie et de la qualité de la vie, grâce à une offre accrue de logements et à l'amélioration de la situation dans les quartiers de taudis et les colonies de squatters, par suite de la baisse des coûts rendue possible par la mise en valeur et l'emploi de matériaux de construction locaux et par la participation populaire.

53. Les gouvernements réaliseront aussi des économies en devises, créeront des emplois, disposeront de compétences plus grandes et utiliseront des techniques mieux appropriées et adaptées à l'environnement et pourront promouvoir les industries locales. La réalisation du programme de développement des industries des matériaux de construction et du bâtiment devrait déterminer la décentralisation des industries petites et moyennes, favoriser le développement rural et ralentir l'exode des campagnes vers les villes, et assurer une plus grande autonomie et interdépendance économique multinationale dans la région africaine, grâce notamment au commerce intra-africain des matériaux de construction, fondée sur des politiques de développement complémentaires et mutuellement avantageuses.

Sous-programme 3: Institutions et gestion

a) Objectif

54. L'objectif de ce sous-programme est d'aider les gouvernements à créer des institutions et des structures, ou à renforcer les institutions et les structures existantes, pour la promotion du développement des établissements humains en vue d'améliorer l'environnement humain et la qualité de la vie pour tous, et particulièrement pour les pauvres. Ces institutions comprendront des instruments nouveaux ou améliorés, de caractère politique, administratif et gestionnel, technique, législatif et éducatif, qui mettront les ressortissants nationaux en mesure de formuler des politiques et des stratégies, de planifier des programmes, d'exécuter, gérer, évaluer et suivre des projets et de rechercher continuellement des idées et des techniques novatrices pour la mobilisation des ressources financières, humaines et institutionnelles non gouvernementales pour le développement des établissements humains.

b) Le problème considéré

55. Dans de nombreux pays de la région, un trop grand nombre d'organismes gouvernementaux sont chargés de responsabilités pour certains aspects de la promotion des établissements humains, mais travaillent indépendamment les uns des autres. Il est donc nécessaire d'assurer la coordination et l'intégration des institutions techniques et financières existantes et d'en créer de nouvelles, plus autonomes et efficaces; de réformer et d'adapter les structures administratives et juridiques pour de les rapprocher des réalités; et d'élargir et de réorienter les programmes de formation afin de répondre à la demande croissante de personnel capable de remplir les fonctions techniques et administratives requises aux différents niveaux administratifs.

c) Autorité

56. Résolutions 53 (IV)*, 157 (VIII)*, 209 (IX)* et 316 (XIII) de la Commission; résolution 32/162 de l'Assemblée générale; décisions du Conseil d'administration du PNUE sur le programme de technologie en matière d'établissements humains; et recommandations d'Habitat FI à F10.

d) Stratégie et résultats

i) La situation à la fin de 1979

57. De nombreux gouvernements auront abordé des enquêtes et l'évaluation des organismes s'occupant de la promotion des établissements humains et en auront identifié les lacunes et les déficiences, en indiquant les solutions possibles. Ils auront également commencé la mise en oeuvre des recommandations relatives au renforcement des institutions formulées par la réunion des experts africains sur les matériaux de construction tenue en juillet 1978. La réunion des directeurs d'organismes de recherche sur la construction prévue pour 1979 aura eu lieu, et ses conclusions et recommandations auront été diffusées aux gouvernements. Des services consultatifs et une assistance technique auront été fournis aux pays demandeurs pour des projets rentrant dans le cadre de ce sous-programme.

* Mandat remontant à plus de cinq ans.

ii) Période biennale 1980-1981

58. Conformément aux recommandations, principes directeurs et priorités adoptés par le Comité régional intergouvernemental des établissements humains, et à la demande des gouvernements de la région, des services consultatifs et une assistance techniques auront été fournis pour faciliter création d'institutions nationales et l'organisation de programmes de formation. Une série d'enquêtes et d'études de faisabilité, ainsi que d'études de cas, auront été entreprises pour déterminer les besoins en matière de formation pour l'aménagement du territoire et pour diffuser des renseignements sur les instituts de formation et autres qui existent dans la région. Il y aura aussi eu des réunions d'experts sur la formation en matière d'aménagement du territoire, sur les normes, les codes et règlements, ainsi que des séminaires de formation sous-régionaux sur l'organisation et le développement des sociétés coopératives de logement, et des journées d'étude sur le financement de l'infrastructure rurale. La deuxième session du Comité régional intergouvernemental des établissements humains aura eu lieu et ses recommandations et décisions auront été diffusées.

iii) Période biennale 1982-1983

59. Le programme de travail et priorités pour la période biennale approuvé par le Comité régional intergouvernemental des établissements humains aura commencé à être mis en œuvre par les gouvernements, qui continueront en même temps les programmes entrepris au cours de la période biennale précédente. Une série d'études, y compris des études de cas sur les structures institutionnelles pour la création de villes nouvelles en Afrique et sur les arrangements institutionnels et administratifs au service du développement rural dans certains pays africains, auront été publiées et diffusées. Un colloque sur les problèmes spéciaux que posent les établissements humains en Afrique et la structure institutionnelle requise pour traiter ces problèmes, ainsi qu'une réunion d'experts sur l'établissement de centres d'information sur les coûts de la construction, auront eu lieu. La troisième session du Comité régional intergouvernemental des établissements humains aura examiné le programme de travail et ordre de priorité pour la période biennale suivante et décidé des stratégies et priorités pour le sous-programme.

iv) Activités prévues dans le cadre de la stratégie et considérées comme étant vraisemblablement d'utilité marginale, et législation régissant ces activités

60. Des décisions concernant la question susmentionnée auront été prises par le Comité régional intergouvernemental des établissements humains à sa réunion de 1982 en ce qui concerne le plan à moyen terme pour 1984-1987.

e) Effets escomptés

61. On compte qu'un nombre important des pays de la région auront mis en place les institutions et procédures requises pour assurer la gestion efficace de leurs programmes d'amélioration des établissements humains. De nombreux pays auront renforcé la coordination entre les organismes s'occupant des aspects physiques de la planification des établissements humains et ceux qui sont chargés de la planification sociale et économique et de la protection de l'environnement; ils auront créé des institutions pour l'acquisition et l'allocation de terrains pour la création d'établissements humains, ainsi que des

services de financement du logement, et créé ou renforcé des organismes chargés de l'information, de la formation et de la recherche dans le cadre des politiques et programmes gouvernementaux en matière d'établissements humains.

Modification possible de la structure du programme

62. Le projet de programme de travail susmentionné à moyen terme pour la période 1980-1983 est fondé sur l'hypothèse que le personnel permanent actuel, composé de trois fonctionnaires, du groupe du secrétariat au service du Comité régional intergouvernemental des établissements humains (section de l'habitation, de la construction et de l'aménagement du territoire) sera renforcé par l'arrivée de sept autres fonctionnaires de la catégorie des administrateurs, outre les cinq fonctionnaires hautement compétents et expérimentés qui seront affectés aux cinq centres multinationaux de programmation et d'exécution des projets (MULPOCs) de la région africaine. Si les fonctionnaires supplémentaires mis à la disposition du secrétariat et des MULPOCs, y compris ceux qui sont actuellement en poste, ne dépassent pas dix par exemple, il sera nécessaire de réduire le nombre des sous-programmes à deux seulement, pour se conformer au règlement administratif et budgétaire des Nations Unies. Dans ce cas, il sera difficile de conserver la terminologie recommandée par la Conférence de l'Habitat pour les secteurs d'activité et l'on suggère que le Comité régional intergouvernemental des établissements humains autorise son secrétariat à choisir pour les deux sous-programmes des titres adéquats, qui exprimeraient néanmoins l'esprit et le contenu des six secteurs d'activité recommandés par Habitat concernant les mesures à prendre sur le plan national.

Financement des activités du programme

63. Le Chapitre VI, Arrangements régionaux, du rapport de la Commission des établissements humains 1/ signale que:

La Commission a rappelé que la résolution 32/162 de l'Assemblée générale envisageait entre autres qu'une fraction importante des postes du Centre (des établissements humains) serait réservée pendant la période 1978-1980 aux régions pour les travaux concernant les questions relatives aux établissements humains sur le plan régional; que les commissions régionales devraient considérer aussitôt que possible la création de comités régionaux des établissements humains, desservis par une unité du secrétariat de la Commission régionale en cause, chaque unité étant dirigée par un fonctionnaire de rang élevé; et que les ressources supplémentaires en matière de budget et de personnel pour chaque unité régionale de secrétariat proviendraient du Centre et des ressources actuellement disponibles pour chaque région. 2/

64. La Commission a noté que les ressources affectées par le Centre aux Commissions régionales devaient compléter les ressources déjà fournies par ou aux Commissions régionales pour les travaux relatifs aux priorités et programmes régionaux dans le domaine des établissements humains. 3/

65. La Commission a exprimé l'avis que, dans la mesure où les ressources dont pourrait disposer actuellement le Centre risquaient d'être très restreintes en

1/ Comptes rendus officiels de l'Assemblée générale: 33ème session, supplément no 8 (A/33/78).

2/ Ibid., paragraphe 30

3/ Ibid., paragraphe 33

fonction des besoins, leur affectation aux régions devrait tenir compte des zones où une action efficace était à la fois nécessaire et possible. Un indice important de priorité est le renforcement actuel par les Commissions régionales de leurs structures respectives intergouvernementales et de secrétariat s'occupant des établissements humains. ^{1/}

66. Le programme de travail de la CEA est financé aux moyens des sources suivantes:

a) Le budget ordinaire, qui sert essentiellement au paiement des salaires des fonctionnaires permanents du secrétariat;

b) Des sources extra-budgétaires, comprenant des fonds provenant d'autres institutions de financement des Nations Unies, telles que le PNUD, qui fournit des fonds pour certains programmes mixtes, et des ressources ayant fait l'objet de négociations entre la CEA et des pays donateurs sur une base bilatérale, au titre d'arrangements de coopération technique qui visent généralement le recrutement d'experts et de consultants travaillant dans la région.

c) Le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement africain, alimenté par les gouvernements sur une base volontaire et réparti par la CEA pour financer certains des secteurs prioritaires de son programme de travail. De nombreux pays africains se sont engagés à fournir des contributions à ce Fonds.

67. La part actuelle des activités relatives aux établissements humains dans ces ressources budgétaires est plutôt maigre, et considérant les extraits du rapport de la Commission des Nations Unies sur les établissements humains, cités aux paragraphes 64 et 65 ci-dessus, il conviendrait que le Comité régional intergouvernemental des établissements humains envisage les moyens possibles de faire en sorte que des ressources suffisantes en personnel et en fonds soient mises à la disposition du programme régional pour les établissements humains.

PROGRAMME DE TRAVAIL ET ORDRE DE PRIORITE POUR 1980-1981,
AVEC PROJECTIONS POUR 1982-1983

68. Comme il est indiqué au paragraphe 1 du présent document, on trouvera ci-dessous un projet de programme de travail et ordre de priorité pour 1980-1981, avec des projections pour 1982-1983. Ce programme provisoire est fondé sur une mise à jour du Plan à moyen terme pour la même période, provisoirement approuvé par le Service de la coordination des politiques et des programmes de la CEA à la fin de 1977, et qui doit être examiné par le Comité du programme et de la coordination (CPC, Siège des Nations Unies, New York) à 18ème session, prévue pour mai/juin 1978. On notera que le programme est organisé sur la base de deux sous-programmes, au lieu des trois sous-programmes suggérés dans le présent document. Le Comité régional intergouvernemental des établissements humains devra trancher la question sur la base des ressources financières et autres qu'il pourra vraisemblablement obtenir pour l'exécution efficace du programme.

^{1/} Ibid., paragraphe 34.

9.290

ETABLISSEMENTS HUMAINS

C.

ENVIRONNEMENT ET RESSOURCES PHYSIQUES

9.291

Elaboration de politiques et développement institutionnel

Autorisation: Résolutions 53 (IV), 157 (VIII), 209 (IX) et 316 (XIII) de la Commission; recommandations de la Conférence sur l'Habitat de 1976; résolution 32/162 de l'Assemblée générale.

But du projet: L'objectif de ce sous-programme est d'aider les Etats membres à identifier les problèmes et leurs solutions possibles, à formuler des politiques et stratégies efficaces et autonomes en matière d'établissements humains permettant aux gouvernements d'adopter un plan national d'aménagement du territoire comme cadre pour une planification générale et intégrée du développement socio-économique; et à créer de nouvelles institutions et structures, ou à renforcer les institutions et structures existantes, pour promouvoir le développement des établissements humains, afin d'améliorer l'environnement humain et la qualité de la vie pour tous et spécialement pour les pauvres.

Catégorie A

Travaux:

9.291.01

a) Assistance aux pays et territoires (1980-1983)

i) Formuler (en collaboration avec la Division chargée de la planification, des projections et des politiques relatives au développement) des politiques et des stratégies globales et intégrées d'urbanisation et de développement rural intégré; créer des services d'administration et d'exécution nécessaires à l'aménagement des territoires aux fins de développement urbain et rural et assurer la coordination et l'intégration de leurs activités au sein des autres services chargés de la planification et de l'environnement ainsi que socio-économique;

ii) Promouvoir et renforcer (en collaboration avec la Division chargée de l'enseignement et de la formation) les moyens de formation du personnel responsable de l'aménagement du territoire grâce à l'exécution de projets concrets, à l'organisation de séminaires et à la rédaction de manuels;

iii) Aider (en collaboration avec les services responsables du programme spécial de développement rural intégré) à évaluer les éléments d'infrastructure nécessaires à la réalisation de projets concernant les établissements humains et le développement rural intégré;

iv) Aider (en collaboration avec la Division de l'administration publique, de la gestion et de la main-d'oeuvre ainsi que d'autres organismes des Nations Unies et les ONG) à concevoir des programmes de formation et d'orientation à l'intention des

9.291.01

(suite)

planificateurs et des techniciens de niveau intermédiaire, spécialistes de projets concernant les établissements humains et le développement rural et intégré;

v) Créer (en collaboration avec le Centre des établissements humains (CEH), le PNUD, le PNUE, etc.) des instituts nationaux et multinationaux de formation à la conception, la planification et à la réalisation d'établissements humains, compte tenu de considérations d'ordre mésologique et écologique;

vi) Aider d'autres organismes des Nations Unies à concevoir et à évaluer des projets dans le domaine des établissements humains;

vii) Promouvoir (en collaboration avec les institutions fiscales, monétaires et financières et le CEH) la mise au point d'une base financière saine pour la construction d'habitations et la mise en place de l'infrastructure connexe et favoriser la création d'institutions financières appropriées compte tenu des conditions et des besoins locaux;

viii) Formuler et appliquer (en collaboration avec les institutions financières, le PNUD, le CEH, la BIRD et la BAD) des politiques financières novatrices et renforcer les institutions financières existantes; développer les moyens de crédit au logement et à l'infrastructure grâce aux associations d'épargne et de prêt, aux mutuels des crédits et aux systèmes de prêts au logement rural; créer des banques nationales chargées de mobiliser les fonds destinés à l'infrastructure et au logement urbain et rural grâce à une participation populaire;

ix) Aider (en collaboration avec l'ONUDI, l'OUA le PNUE, le PNUD, et le CEH) à formuler et à mettre en oeuvre des politiques et des stratégies nationales pour le développement des industries des matériaux de constructions.

b) Etudes:

9.291.02

Etude et évaluation des instituts et des programmes de formation dans le domaine du logement, de la construction et de l'aménagement du territoire en Afrique (1980).

9.291.03

Etude de faisabilité de la création de centres de formation sous-régionaux à l'intention du personnel de niveau moyen chargé des établissements humains (1980).

9.291.04*

Etude et analyse, dans certains pays africains, du mécanisme de coordination entre les institutions et organismes s'occupant du développement des établissements humains (1981).

9.291.05*

Etude de cas concernant les villes nouvelles en Afrique, notamment du point de vue des structures institutionnelles et autres pour le développement (1982).

* Nouvel élément de programme

± Nouvel élément de programme.

- 9.291.06 Etude comparative des arrangements institutionnels et administratifs pour le développement rural dans certains pays africains (1983).
- c) Rassemblement et diffusion de renseignements
- d) Conférences, réunions ordinaires, séminaires et groupes d'experts (1980-1983).
- 9.291.26 Réunion d'un groupe d'experts sur les besoins en matière de formation du personnel chargé de l'aménagement du territoire (1980 et 1982).
- 9.291.27 Séminaire de formation sous-régional sur l'organisation et la création de sociétés coopératives de logement (1980).
- 9.291.28 Colloque sur les techniques permettant de réduire les coûts de construction en matière de logement et d'infrastructure (1982).
- 9.291.29 Colloque sur les problèmes spéciaux des établissements humains en Afrique (1983).
- 9.291.30 Réunion du Comité intergouvernemental régional des établissements humains (1980 et 1982).
- 9.291.31 Séminaire sur les incidences de l'auto-assistance sur les programmes nationaux de logement (1983).
- 9.291.32 Réunion d'un groupe d'experts sur les normes, codes et règlements (1981).
- 9.291.33 Journées d'étude sur le financement de l'infrastructure rurale (1981).

Programmes apparentés: Une étroite collaboration sera maintenue et renforcée avec les Divisions organiques de la Commission, ainsi qu'avec Habitat, le Centre des établissements humains (CEH), le PNUE, le PNUD, les groupements et organismes internationaux, régionaux et sous-régionaux de financement; et avec l'OIT, l'UNESCO, l'OMS, l'ONUDI, l'OUA et les ONG intéressées.

9.292 Mise en valeur et utilisation efficaces des ressources

Autorisation: Résolutions 53 (IV), 157 (VIII), 209 (IX), 316 (XIII) de la Commission, recommandations de la Conférence sur l'Habitat de 1976; résolution 32/162 de l'Assemblée générale; décisions du Conseil d'administration du PNUE; et résolution 8 (IV) de la Conférence des ministres africains de l'industrie de 1977.

But du projet: L'objectif de ce sous-programme consiste à aider les gouvernements des pays africains à élaborer des politiques, institutions et programmes nationaux qui faciliteront la planification, la mise en valeur, la mobilisation et l'utilisation efficaces des ressources financières, naturelles et humaines pour la promotion

des établissements humains; et à atteindre pour l'an 2000 l'autonomie dans le secteur des industries des matériaux de construction et du bâtiment.

Catégorie A

Travaux:

- 9.292.01 a) Assistance aux pays et territoires (1980-1983).
- i) Mise en place de projets de logement coopératifs, et en particulier de projets de "sites et services";
 - ii) Amélioration de la conception et de l'environnement des demeures et des services communautaires dans les zones rurales, péri-urbaines et urbaines, et amélioration de la situation dans les zones de taudis et les colonies de squatters;
 - iii) Coordination et rationalisation des activités de recherche sur la construction;
 - iv) Promotion de la production de matériaux de construction adéquats répondant à la demande locale, par des industries de petite et moyenne dimension utilisant des techniques appropriées, peu coûteuses et convenant à l'environnement, planifiées de façon à tenir pleinement compte de leurs incidences sur l'environnement.
 - v) Création de centres au sein des ministères compétents pour suivre les coûts de la construction de façon constante et les réduire grâce à la classification, normalisation et coordination modulaires; et
 - vi) Identification et mise en oeuvre de projets pilotes nationaux et multinationaux dans le secteur des industries des matériaux de construction et du bâtiment.
- b) Etudes (1980-1983):
- 9.292.02 Etudes de faisabilité de projets régionaux dans le domaine du bâtiment et des matériaux de construction (1980).
- 9.292.04 Etude sur la création de centres nationaux chargés de suivre les coûts de la construction et de diffuser des renseignements (1981).
- 9.292.05* Etude sur la création d'un centre régional africain des industries des matériaux de construction et du bâtiment (1983).
- c) Rassemblement et diffusion de renseignements
- 9.292.20 Publication d'un manuel sur les techniques de construction et d'entretien des habitations (1981).

* Nouvel élément de programme.

d) Conférences, réunions ordinaires, séminaires et groupes d'experts (1980-1983).

9.292.26 Réunion sur la création de centres chargés de suivre les coûts de la construction et de diffuser des renseignements (1982).

9.292.27 Journées d'étude sur la planification, la programmation, le financement, la réalisation et la gestion des industries des matériaux de construction et du bâtiment (1980 et 1982).

Programmes apparentés: Une étroite collaboration sera maintenue et renforcée avec toutes les Divisions organiques de la Commission, mais en particulier avec la Division des ressources naturelles, la Division du développement social, la Division de l'administration publique, de la gestion et de la main-d'oeuvre, la Division mixte CEA/ONUDI de l'industrie; avec les autres commissions économiques régionales; avec le CEB, le PNUE, l'ONUDI, le PNUD, l'OIT, l'UNESCO, la BIRD, la BAD et les autres organismes de financement; avec les pays donateurs, les autres organisations d'assistance technique et les associations professionnelles internationales et africaines.

ANNEXE I

PROGRAMME DE TRAVAIL ET ORDRE DE PRIORITE POUR 1978 ET 1979

9.290 PEUPLEMENTS HUMAINS

C. MISE EN VALEUR ET CONSERVATION DES RESSOURCES PHYSIQUES

9.291 Politiques et programmes dans le domaine de l'habitation, de la construction, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme

Autorisation:

Résolutions 53 (IV), 157 (VIII) et 209 (IX) de la Commission.
Décisions de la conférence des Nations Unies sur les établissements humains, Vancouver, 1976.

But du projet:

Encourager la formulation, l'adoption et l'application de politiques et de stratégies nationales intégrées et globales pour les établissements humains visant à améliorer l'environnement et la qualité de la vie pour l'ensemble de la population; promouvoir la création, le renforcement et la coordination des mécanismes politiques, sociaux, administratifs, techniques, financiers et juridiques concernant le logement, la construction, l'urbanisme et le développement régional ainsi que l'exécution des plans; promouvoir des programmes concrets aux fins de participation de la population au développement d'ensemble de l'habitation et de l'infrastructure dans les zones urbaines et rurales; promouvoir et développer les industries de matériaux de construction et du bâtiment grâce à l'utilisation de matériaux locaux et organiser des programmes de formation à l'intention du personnel destiné à occuper des fonctions à tous les niveaux d'institutions chargées du développement des établissements humains de la région.

Catégorie A

Travaux:

9.291.01 a) Assistance aux pays et territoires (1978-1979):

i) Formuler (en collaboration avec la Division chargée de la planification, des projections et des politiques relatives au développement) des politiques et des stratégies globales et intégrées d'urbanisation et de développement rural intégré; créer des services d'administration et d'exécution nécessaires à l'aménagement des territoires aux fins de développement urbain et rural et assurer la coordination et l'intégration de leurs activités au sein des autres services chargés de la planification et de l'environnement ainsi que socio-économique;

9.291.01
(suite)

ii) Promouvoir et renforcer (en collaboration avec la Division chargée de l'enseignement et de la formation) les moyens de formation du personnel responsable de l'aménagement du territoire grâce à l'exécution de projets concrets, à l'organisation de séminaires et à la rédaction de manuels;

iii) Aider (en collaboration avec les services responsables du programme spécial de développement rural intégré) à évaluer les éléments d'infrastructure nécessaires à la réalisation de projets concernant les établissements humains et le développement rural intégré;

iv) Aider (en collaboration avec la Division de l'administration publique, de la gestion et de la main-d'œuvre ainsi que d'autres organismes des Nations Unies et les ONG) à concevoir des programmes de formation et d'orientation à l'intention des planificateurs et des techniciens de niveau intermédiaire spécialistes de projets concernant les établissements humains et le développement rural et intégré;

v) Créer (en collaboration avec le Centre de l'habitation, de construction et de la planification du Siège, le PNUD, le PNUE/Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains, etc.) des instituts nationaux et multinationaux de formation à la conception, la planification et à la réalisation d'établissements humains, compte tenu de considérations d'ordre mésologique et écologique;

vi) Aider d'autres organismes des Nations Unies à concevoir et à évaluer des projets dans le domaine des établissements humains;

vii) Promouvoir (en collaboration avec les institutions fiscales, monétaires et financières et la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains) la mise au point d'une base financière saine pour la construction d'habitations et la mise en place de l'infrastructure connexe et favoriser la création d'institutions financières appropriées compte tenu des conditions et des besoins locaux;

viii) Formuler et appliquer (en collaboration avec les divisions responsables des politiques et institutions fiscales, monétaires et financières, le PNUD, le PNUE, le Centre de l'habitation, de la construction, de la planification du Siège, la BIRD et la BAD) des politiques et renforcer les institutions financières existantes; développer les moyens de crédit au logement et à l'infrastructure grâce aux associations d'épargne et de prêt, aux mutuels des crédits et aux systèmes de prêts au logement rural; créer des banques nationales chargées de mobiliser les fonds destinés à l'infrastructure et au logement urbain et rural;

ix) Aider (en collaboration avec l'ONUDI, le PNUE, le PNUD, et la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains) à formuler et à mettre en oeuvre des politiques et

des stratégies nationales pour le développement des industries des matériaux de constructions.

b) Etudes:

9.291.02

Activités consécutives (en collaboration avec la Fondation allemande d'aide au développement) à l'enquête sur la situation régionale en ce qui concerne les besoins dans le domaine de l'aménagement du territoire, des instituts et des programmes de formation et travaux préparatoires en vue de la Réunion du groupe d'experts chargé de cette question (1978);

9.291.03

Etude (en collaboration avec la Division de l'administration publique, de la gestion et de la main-d'oeuvre, le Centre de l'habitation, de la construction et de la planification du Siège, etc.) des possibilités de création d'un institut régional de recherche comparée et de formation en matière de développement rural intégré et d'aménagement du territoire (1978);

9.291.06

Travaux préparatoires et activités consécutives (en collaboration avec le PNUE/Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains et le Centre de l'habitation, de la construction et de la planification du Siège) concernant la Réunion régionale africaine sur les établissements humains consécutive à Habitat. (1978-1979);

c) Rassemblement et diffusion de renseignements:

9.291.20

Bulletin biennal "Nouvelles des établissements humains" (1978-1979);

d) Conférences, réunions ordinaires, séminaires et groupes d'experts (1978-1979):

9.291.26

Réunion d'un groupe d'experts (éducateurs et planificateurs) chargé d'évaluer les besoins et les impératifs en matière d'urbanisme (en collaboration avec les divisions chargées des programmes d'enseignement et de formation, de planification, de projection et de politique relative au développement et la Fondation allemande d'aide au développement (1977);

9.291.27

Séminaire (en collaboration avec les divisions chargées de la planification du développement et de la mise en valeur des ressources humaines) sur la conception et le rôle des politiques d'urbanisation en ce qui concerne le développement rural intégré (1978);

9.291.28

Stage (en collaboration avec la Division chargée de la mise en valeur des ressources humaines, l'OIT, etc.), sur l'utilisation des techniques à forte intensité de main-d'oeuvre aux fins de développement de l'infrastructure nécessaire à la réalisation de projets concernant les établissements humains et le développement rural intégré (1978);

9.291.29 Stages de formation (en collaboration avec la division chargée de la planification, des projections et des politiques relatives au développement et les institutions bilatérales) à l'aménagement du territoire, portant en particulier sur la maîtrise de l'expansion urbaine et le développement rural intégré (1979);

9.291.30* Réunion régionale africaine consécutive à Habitat (en collaboration avec le PNUF/Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains) (1978-1979);

9.291.31* Séminaires sous-régionaux sur les incidences des programmes nationaux de construction de logement auto-assistée (en collaboration avec le Centre de la construction néerlandais Bouwcentrum) (1978-1979);

9.291.32 Séminaire sur les facilités de crédit, leurs modalités, leur efficacité et leur utilisation en ce qui concerne la construction de logements (1978);

9.291.33 Séminaire sur le financement de l'infrastructure rurale (1979).

Programmes apparentés:

Etroite collaboration avec le PNUD/Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains, le Centre de l'habitation, de la construction et de la planification du Siège ainsi qu'avec la Division mixte de l'agriculture CEA/FAO, la Division chargée de la mise en valeur des ressources humaines, la Division de la Statistique et le bureau de liaison de l'OMS auprès de la CEA.

9.292 Encouragement à la bonne utilisation des ressources pour le logement et l'infrastructure rurale dans le cadre du développement rural intégré

Autorisation:

Résolutions 53 (IV), 157 (VIII) et 209 (IX) de la Commission; décisions de la conférence des Nations Unies sur les établissements humains, Vancouver, 1976.

But du projet:

Promouvoir l'adoption de politiques nationales de conservation et de gestion des ressources et de planification de l'environnement; mise en oeuvre de projets de développement du logement et de l'infrastructure rurale en assurant au gouvernement une aide concrète aux fins de constructions d'ensemble d'habitations à bon marché ainsi que des éléments d'infrastructure rurale en recourant à la participation de la population en ce qui concerne les projets de trames d'accueil, les méthodes de construction de logements coopératifs et d'auto-construction assistée. Amener les pays de la région à prendre conscience des conséquences

mésologiques et écologiques du développement des établissements humains grâce à des études, des séminaires et des stages de formation. Parvenir à une réduction des coûts de la construction de logements et des installations et services connexes.

Catégorie A

Travaux:

9.292.01 a) Assistance aux pays et territoires (1976-1977):

Pour la mise en œuvre de projets de construction de logements coopératifs insistant en particulier sur les projets de trames d'accueil; pour l'amélioration des logements et des services collectifs en milieu rural et des logements péri-urbains et de leur conception; pour la mise en place, au sein des ministères compétents, de services chargés de mettre au point un système d'évaluation permanente des coûts de construction grâce à la classification, la normalisation et la coordination modulaire; et pour l'amélioration de la situation dans les taudis et les colonies de squatters.

b) Etudes:

9.292.02

Evaluation des projets pilotes dans le domaine du logement coopératif et de l'auto-construction assistée (en collaboration avec la CEA/PNUC et l'Association internationale pour le développement des logements coopératifs) (1978-1979);

9.292.03*

Manuel sur les standards évolutifs dans la planification des unités de voisinage (en collaboration avec le Bouwcentrum) (1978-1979);

9.292.04

Mesures en vue de la création d'un centre d'information sur les coûts et les conceptions en matière de construction (en collaboration avec le Bouwcentrum) (1978-1979).

d) Conférences, réunions ordinaires, séminaires et groupes d'experts (1978-1979):

9.292.26

Stages de formation dans le domaine de la création et de la gestion de sociétés de logements coopératifs à partir des structures financières existantes, notamment des sociétés de crédit des zones rurales (en collaboration avec l'Association internationale pour le développement des logements coopératifs) (1978-1979).

Programmes apparentés:

Etroite collaboration avec le PNUD, le PNUC/Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains, l'Association internationale pour le développement des logements coopératifs, le Centre de l'habitation, de la construction et de la planification du Siège, avec la BIRD en ce qui concerne la mise au point de projets de trames d'accueil, l'OIT pour ce

qui est des logements coopératifs, l'OMS dans les domaines de l'assainissement de l'environnement et les ONG intéressées.

9.293 Développement des industries des matériaux de construction et du bâtiment

Autorisation:

Résolutions 53 (IV), 157 (VIII) et 209 (IX) de la Commission. Décisions de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains, Vancouver, 1976; conclusions adoptées par la troisième réunion du Comité des progrès de l'industrialisation en Afrique, 1976.

But du projet:

Coordonner et rationaliser les activités de recherche dans le domaine de la construction dans la région; promouvoir la production de matériaux de construction appropriés afin de satisfaire la demande locale en utilisant des techniques intermédiaires, à bon marché, et en recourant à des industries petites et moyennes conçues de façon à permettre de tenir pleinement compte de leurs effets sur l'environnement.

Catégorie A

Travaux

9.293.01 a) Assistance aux pays et territoires (1978-1979):

Promouvoir l'adoption de politiques nationales de recherche - développement dans le domaine de l'industrie du bâtiment et des travaux publics; encourager la collaboration entre pays concernant les programmes de recherche, les échanges entre institutions de recherche de renseignements sur les résultats obtenus et leur application; lever les obstacles s'opposant au développement de l'industrie du bâtiment local; créer des cahiers de charges correspondant aux impératifs locaux et susceptibles d'être respectés par l'industrie locale; développer la formation d'entrepreneurs locaux notamment en ce qui concerne la passation de contrats et leurs modalités d'exécution; réaliser les objectifs établis par chaque communauté concernant le plan humain, le milieu social et l'environnement.

b) Etudes:

9.293.02 Activité consécutive à l'examen de la situation, des réalisations, de l'orientation et de la capacité des établissements de recherche en matière de matériaux de construction et de bâtiment en Afrique (en collaboration avec l'ONUDI, le PNUE, le PNUD, la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains, etc., dans le cadre du programme de développement des industries de matériaux de construction) (1978-1979);

9.293.03

Etudes sur la conception de modèles de constructions à bon marché faisant appel à la normalisation, à la coordination modulaire et à des techniques appropriées peu coûteuses (en collaboration avec la Division des ressources naturelles, la Division de l'industrie et le groupe de la science et de la technique).

c) Rassemblement et diffusion de renseignements:

9.293.20*

Publication d'un manuel sur des techniques appropriées en matière de construction et d'équipement des logements (en collaboration avec le groupe de la science et de la technique et Bouwcentrum) (1978-1979);

d) Conférences, réunions ordinaires, séminaires et groupes d'experts (1978-1979);

9.293.26.

Stage consacré aux problèmes et perspectives de l'industrie du bâtiment et des travaux publics;

9.293.27

Séminaire sur les matériaux de construction en Afrique (1978);

9.293.28

Séminaire sur le développement de la recherche en matière de bâtiment et de travaux publics en Afrique (1978).

Programmes apparentés:

Collaboration avec le PNUD/Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains, l'ONUDI et le Centre de l'habitation, de la construction et de la planification du Siège dans le cadre d'un programme d'action conjoint visant à coordonner la recherche avec les organismes de recherche existant des Etats membres et des institutions bilatérales.